

Ministère de l'éducation nationale
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

CONCOURS NATIONAL D'AGREGATION EN DROIT PRIVE ET SCIENCES CRIMINELLES

SESSION 2016 - 2017

Secrétariat général

2^e épreuve – Sujets de la 1^{ère} leçon en loge

Direction générale es
ressources humaines

Service des personnels
enseignants de
l'enseignement supérieur
et de la recherche

Sous-Direction du pilotage
du recrutement

et de la gestion des
enseignants-chercheurs

Département du pilotage et
d'appui aux établissements

DGRH A2-1

72, rue Regnault

75243 PARIS CEDEX 13

- Article 1163 C. civ.
- Cass. 3^e civ. 15 déc. 2016, n° 16-40.240
- Commenter l'article 1^{er} de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989, modifié par la loi n°2002-73 du 17 janvier 2002
- Commentaire de l'extrait suivant : Argou, *Institution au droit François*, Paris, 1730, Livre III, *Des obligations*, Chapitre Ier, *Des obligations en général* (tome 2, p. 1-3).
- Georges Ripert, *Le régime démocratique et le droit civil moderne*, LGDJ, 1936, p. 32-33.
- Commenter le texte suivant : CODE NAPOLEON. Exposé des motifs de la loi sur les contrats ou les obligations conventionnelles en général, par le conseiller d'état BIGOT-PREAMENEU. « *Des offres de paiement et de la consignation* », Article 1257 (Fenet).
- Comparer les textes suivants :
 - I - Charte des droits fondamentaux (union européenne) : ART 17
 - II - Convention européenne des droits de l'homme : ART 1 du protocole additionnel.
- Commentaire de l'article 1100-1, al. 2, du Code civil.
- Commentaire de l'extrait suivant : Argou, *Institution au droit François*, Paris, 1730, Livre IV, *Des accessoires et des suites des obligations*, Chapitre V, *Des cessions et transports et des subrogations* (tome 2, p. 413-414).
- Commentaire de l'article L. 134-9 du Code de commerce
- Principes d'uni droit relatifs aux contrats du commerce international, 2010 – article 3.2.5
- Commentaire de l'article 1356 du Code civil.
- Commenter l'arrêt suivant : Cour de cassation - chambre civile 2 - Audience publique du 7 janvier 1999 - N° de pourvoi : 95-21934
- Commentaire de l'extrait suivant : L. Huguency, *Le sort de la peine privée en France*, Mélanges Ripert.
- Commentaire de l'article 1342-8 du code civil.
- Cour de cassation 1^{ère} civile, 30 octobre 2008, N° de pourvoi : 07-17646
- Article 1186 C. civ.
- Cour de cassation, chambre civil 3, jeudi 22 septembre 2016, N° 15-19.672
- Commenter l'arrêt de la deuxième chambre civile de la Cour de cassation du 17 novembre 2016, pourvoi n°15-20958.
- H. Grotius, *De iure belli ac pacis* (Aalen, éd. 1993, p. 421), 1. 2, c. 16, § 25, n. 2 : « *Solet et hoc disputari, an promissa in se habeant tacitam conditionem, si res maneant quo sunt loco: quod negandum est, nisi appertissime pateat, statum rerum praesentem in unica illa quam diximus ratione inclusum esse.* » (« On a l'habitude de discuter de la question de savoir si les promesses renferment en elles la condition tacite "si les choses sont demeurées en l'état": Il faut répondre négativement, à moins qu'il ne soit tout à fait évident que l'état présent des choses est renfermé dans la *ratio* (raison) dont nous avons parlé. »)
- Commentaire d'un extrait de l'arrêt rendu le 21 décembre 2016 par la Cour de justice de l'Union européenne : CJUE, 21 décembre 2016, aff. C-154/15
- Commenter l'arrêt suivant : Conseil constitutionnel, mercredi 5 octobre 2016 – Décision N°2016-574/575/576/577/578 QPC

- Commentaire de l'arrêt suivant : Cass. 3^{ème} civ. 27 octobre 2016
- Commenter le texte suivant : ART 1143 du Code Civil
- Commentaire de l'arrêt suivant : Cass 2^{ème} civ. 8 décembre 2016
- Commenter le texte suivant : « *Pourquoi on a fait un Traité des Loix* », DOMAT, Traité des Loix, Préface.
- Commentaire de l'extrait suivant : Robert-Joseph Pothier, *Traité des obligations*, Paris, Dalloz, réimp. 2011, p. 87.
- Commentaire de l'arrêt rendu le 26 janvier 1875 par la chambre civile de la Cour de cassation : Ch. Civ. 26 janvier 1875, *D.* 1875, p.220.
- Aristote, La politique, in La morale et la politique d'Aristote, traduction M. Thurot, Firmin Didot, t. 2, 1824, pp. 108-110
- Commentaire de l'extrait suivant : Pierre-Antoine Fenet, *Recueil complet des travaux préparatoires du code civil*, tome 13, p. 52
- Commenter le texte suivant :
Jean-Etienne-Marie Portalis, Discours préliminaire sur le projet de Code civil présenté le 1^{er} pluviôse an IX par la commission nommée par le Gouvernement consulaire (extraits)
- Commentaire de : Cass. civ. 2 juill. 1851
- Adhémar Esmein, La jurisprudence et la doctrine, RTD civ. 1902.5 (extrait)
- Commentaire de l'extrait suivant : P. Bellet, Le juge et l'équité, Mélanges Rodière
- Commentaire de l'arrêt suivant : Cass. 1^{re} civ., 14 déc. 2016, n°15-27.848
- Commentaire de l'arrêt suivant : Cass. 3^e civ., 15 septembre 2016, n°15-22.250
- Commentaire de l'article 1184 du code civil.
- Portalis, Discours préliminaire du projet de Code civil de la Commission (extrait), in Locré, La législation civile, commerciale et criminelle de la France, t.1, 1827, p. 307
- Commentaire de : l'article L. 511-1.III du Code des assurances
- Cass. 1^{re} civ., 14 déc. 2016, n°16-12.686
- Commenter l'extrait suivant : « L'information imposée par le droit de savoir : le droit d'obtenir d'autrui une information », dans *Rapport annuel de la Cour de cassation. Le droit de savoir*, 2010, p.100
- Duguit, *Les transformations générales du Droit privé depuis le Code Napoléon*, 1912 (extrait).
- Commenter l'article 1156 du Code civil
- Cass, 3^e civ., 5 janv. 2017, n°15-12.605
- Commenter l'arrêt suivant (extraits) : Conseil constitutionnel, vendredi 31 juillet 2015 – Décision N°2015-479 QPC
- Commentaire de : L. Mazeaud, « L'assimilation de la faute lourde au dol. » (extrait) *D.H.* 1933, 49
- Cour de cassation chambre civile 1 - Audience publique du 5 juin 2008 - N° de pourvoi : 04-16368
- H. Batiffol, préface, La responsabilité, archives de philosophie du droit, sirey, 1977, p. 1 et 2
- Cour de cassation - Chambre commerciale - Audience publique du mardi 20 février 2001 - N° de pourvoi : 98-21466
- Commentaire de l'arrêt suivant : Cass. req. 30 nov. 1926
- Commentaire de l'arrêt suivant : Cass. req. 30 nov. 1926
- Cour de cassation - chambre civile 2 - Audience publique du 5 janvier 2017 - N° de pourvoi : 15-21651
- Commenter l'arrêt de la chambre sociale de la Cour de cassation du 14 décembre 2016, pourvoi n°15-26676.
- Commenter la décision n°2015-710 DC du Conseil constitutionnel du 12 février 2015
- Commentaire du texte de Bartin, notes sur la 5^e édition d'Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, t. XII, 1922, p. 70.
- Première chambre civile - 12 décembre 2006 - N° 04-11.579
- Cour de cassation - Chambre civile 1 - Audience publique du 6 avril 2016
- N° du pourvoi : 15-10732.
- Commentaire de l'arrêt suivant : Cass. soc. 12 novembre 1954
- Commentaire de l'arrêt suivant : Cass. 2^{ème} civ. 16 déc. 2004
- Commenter l'extrait de l'arrêt suivant : CJUE, 9 novembre 2010, aff. C-92/09 et C-93/09

- Commenter l'arrêt suivant Cass. Civ. 1^{re}, 1^{er} juin 2016, n°15-18034.
- Commenter cet extrait du Discours Préliminaire du Premier Projet de Code civil, par Portalis.
- Commentaire du texte de Georges Ripert, *Les forces créatrices du droit*, 1955, §165.
- Cour d'appel de Bordeaux - Chambre civile 6 - 25 Février 2014 - Numéro de rôle : 13/02855.
- Commenter cet extrait de « De l'Esprit des droits et de leur relativité », de Louis JOSSERAND, Dalloz, 1939, p. 328-329.
- Montesquieu, De l'esprit des lois, Livre XXIX, Chap. XVII, Mauvaise manière de donner les lois.
- Commentaire de l'article 1323, al. 3, du Code civil.
- Commentaire de : Cour de cassation- chambre civile 3 - Audience publique du 17 septembre 2008.
- H. Batiffol, Observations sur la spécificité du vocabulaire juridique, mélanges G. Marty, 1978, p.43-44.
- Commentaire du texte de Kelsen, *Théorie pure du droit*, 2^e éd. traduite en français, 1999, p. 250
- Commentaire de Cass. civ. 2 avr. 1924
- Commenter le texte de la réponse : Assemblée nationale, 14^e législature, question écrite n°94709, réponse publiée au JO le 5/07/2016, p. 6305.
- Commentez l'arrêt suivant : Cass. civ. 21 mars 1898
- Commenter l'arrêt suivant : Cass. Crim., 17 février 2016, n°14-85.934
- Commenter l'arrêt suivant : Cass. civ. 1^{er}, 12 octobre 2016, n°15-16894
- Commentez l'arrêt suivant : Cass. civ. 21 mars 1898
- Commenter l'arrêt suivant : Cass. Crim., 17 février 2016, n°14-85.934
- Commenter l'arrêt suivant : Cass. civ. 1^{er}, 12 octobre 2016, n°15-16894
- Commentez l'arrêt suivant : Cass. civ. 2^e, 17 novembre 2016, n° 15-25.409
- Commenter l'arrêt suivant : Cass. civ. 28 octobre 1942
- Commenter l'arrêt suivant : Cass. civ. 13 novembre 1929
- Commentaire d'un extrait du texte de Domat, *Les lois civiles dans leur ordre naturel*, L. IV, T. IV, § IX
- L. Josserand, « L'essor moderne du concept contractuel », in *Recueil d'études sur les sources du droit en l'honneur de F. Gény*, 1934, t.3, p. 339-340
- Commentaire de l'article 3, al. 2, de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance
- Commenter l'arrêt suivant : Cass. civ. 1^{re}, 20 juin 2000, n°97-22419
- Cour de cassation chambre civile 1- Audience publique du 18 janvier 1989 - N° de pourvoi : 87-16938
- Commenter l'arrêt suivant : Cass. Civ. 1^{re}, 29 juin 2016, n°15-21518
- Commentez l'extrait de « La pensée juridique » de Michel Virally, 1960, rééd. 1998, p. 63-64
- Commenter l'arrêt suivant : Cass. req., 7 mai 1901
- Commentez l'arrêt de la chambre commerciale de la Cour de cassation du 5 janvier 2016, n° 14-11624
- Commentez l'arrêt suivant : Cass. civ. 1^{re}, 8 avril 1986

3^e épreuve – Sujets de la leçon de 24 heures

- La solidarité
- La confusion
- Le cheval
- Introduction à un cours sur les droits de l'Homme et les libertés fondamentales
- Les motifs
- La neutralité
- La prestation
- La publicité
- Pierre Catala
- L'immixtion

- Peut-on échapper à sa responsabilité ?
- L'impérativité
- Gérard Cornu
- La mixité
- La substitution
- Le gain
- Les réseaux sociaux
- La survie
- Le bénévole
- Introduction à un cours de droit rural
- Peut-on encore parler de droit interne ?
- Le choix de la voie la plus favorable
- La renonciation
- Le principe
- La conscience
- La constance
- La communauté
- La légitimité
- La faveur
- L'intégrité
- L'abandon
- Existe-t-il encore un modèle juridique français?
- Le danger
- La traduction juridique de la politique familiale
- L'égalité des créanciers
- L'ordre
- La liberté de la preuve
- Peut-on contractualiser tout le droit privé?
- Les seuils
- Le devoir de discrétion
- L'oral
- Les charges
- Le jeu
- L'inopposabilité
- Le vin
- Les registres
- La conformité
- Le siège
- Le football
- Introduction à un cours sur le droit des associations
- L'assistance

4^e épreuve – Sujets de leçon de spécialité

- Les règles de droit ont - elles un domaine d'application dans l'espace ?
- La notion d'internationalité dans le droit international privé de l'Union européenne
- Le plan de départ volontaire
- Les comptes bancaires des époux
- La présomption de paternité
- Les actes personnels du majeur protégé
- Les statuts de l'entrepreneur individuel
- Opérations sur fonds de commerce et protection des créanciers
- L'évolution du contrat de courtage
- Le ministère public et l'égalité des armes devant le juge d'instruction.
- Les mesures d'instruction
- La place de la négociation collective dans le droit du licenciement pour motif économique
- Le chef d'Etat étranger devant la justice pénale française
- Le passage sur le fonds d'autrui

- Compte courant et compte de dépôt
- La bonne foi dans le droit pénal de la presse
- La preuve de la propriété
- La compétence des juridictions françaises à l'égard des infractions commises à l'étranger
- Le forfait jours
- Le renvoi après cassation
- La vente de biens indivis
- Les pratiques restrictives de concurrence de l'article L. 442-6 du Code de commerce : droit de la concurrence ou droit des contrats ?
- La possession des meubles incorporels
- La nullité du licenciement
- La représentation des créanciers dans les procédures collectives
- La représentation de la société à l'aune de la réforme du droit des contrats
- Les aménagements conventionnels du régime de la participation aux acquêts
- La responsabilité civile de la société mère en cas de fait préjudiciable de la filiale
- Le pouvoir d'engager la société à l'égard des tiers en situation internationale
- Quelle place pour les salariés en droit des sociétés ?
- L'action en justice des associations
- Le déplacement international de l'enfant
- Le cantonnement des dispositions à cause de mort
- La séparation des concubins
- La représentation du renonçant à la succession
- Les malades mentaux et la responsabilité pénale
- Les droits de retour légaux
- L'indivision entre partenaires pacsés
- Le règlement des créanciers de l'indivision
- Les droits propres du débiteur soumis à une procédure collective
- Les créances postérieures privilégiées dans les procédures collectives
- L'action directe en situation internationale
- Les sûretés sur la chose d'autrui
- L'écrit dans les procédures orales
- Les limites à l'immunité d'exécution des Etats étrangers
- La rémunération variable
- Les saisies conservatoires
- La fixation du prix et l'organisation de la distribution des biens et services
- L'application dans le temps des effets du divorce
- La garde à vue
- La coordination des procédures d'insolvabilité